

Gelet op de aanvraag van 5 maart 2019 van de vzw “SIEP van Libramont”, om vervanging van Mevr. Laura DUTHOO door Mevr. Laurence DUSSEIN als plaatsvervangend vertegenwoordigster van deze vereniging binnen de subcommissie voor overleg over jongereninformatie;

Overwegende dat, bijgevolg, het voormeld ministerieel besluit van 24 oktober 2017 gewijzigd moet worden,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 1^o (onder “PIEP van Libramont”) van het ministerieel besluit van 24 oktober 2017 tot benoeming van de leden van de subcommissie voor overleg over jongereninformatie, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 15 maart 2019, 24 oktober 2018, 20 augustus 2018, 19 juli 2018, 28 maart 2018, 30 november 2017, worden de woorden “Mevr. Laura DUTHOO” vervangen door de woorden “Mevr. Laurence DUSSEIN”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 28 maart 2019.

R. MADRANE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202507]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l’électricité, l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l’électricité produite au moyen de sources d’énergie renouvelables ou de cogénération et l’arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d’origine pour les gaz issus de renouvelables

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l’organisation du marché régional de l’électricité, l’article 37, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, l’article 38, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets des 27 mars 2014 et 11 mars 2016, l’article 39, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et modifié par les décrets des 27 mars 2014, 11 avril 2014, 11 mars 2016 et 17 juillet 2018;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l’organisation du marché régional du gaz, l’article 34;

Vu le décret du 31 janvier 2019 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l’organisation du marché régional de l’électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l’organisation du marché régional du gaz, l’article 45;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l’électricité;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l’électricité produite au moyen de sources d’énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d’origine pour les gaz issus de renouvelables;

Vu l’avis de la Commission wallonne pour l’énergie CD-19b07-CWAPE-1841 donné le 7 février 2019;

Vu le rapport du 25 mars 2019 établi conformément à l’article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d’avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d’État le 1^{er} mars, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 2^o, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l’absence de communication de l’avis dans ce délai;

Vu l’article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l’avis du pôle « Energie », donné le 15 février 2019;

Sur proposition du Ministre de l’Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l’électricité*

Article 1^{er}. A l’article 24^{ter} de l’arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l’électricité, inséré par le l’arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et modifié par les arrêtes du Gouvernement wallon des 3 avril 2014 et 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « Moyennant arrêté du Ministre pris après avis de la CWaPE » sont remplacés par les mots « Après notification d’un arrêté ministériel accordant une garantie d’achat des certificats verts »;

2^o au paragraphe 3, les alinéas 1^{er} à 3 sont remplacés par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, l’Administration en accuse réception. Elle vérifie si le dossier est complet. Si le dossier est incomplet, l’Administration invite le demandeur à transmettre les documents requis. Lorsque le dossier est complet, l’Administration statue dans les nonante jours ouvrables de la réception de l’ensemble des documents requis. »;

3^o au paragraphe 3, alinéa 4, devenu alinéa 2, les mots « Dans son avis, la CWaPE » sont remplacés par les mots « L’Administration »;

4^o au paragraphe 3, alinéa 5, devenu alinéa 3, les mots « dans les trente jours de la réception de l’avis de la CWaPE » sont remplacés par les mots « dans les cent-vingt jours de la réception de l’ensemble des documents requis »;

5^o au paragraphe 3, alinéa 5, devenu alinéa 3, les mots « fixée par la CWaPE » sont abrogés.

Art. 2. Dans l’article 24^{quater}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par le l’arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et modifié par les arrêtes du Gouvernement des 3 avril 2014 et 24 septembre 2015, les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l’Administration ».

Art. 3. A l'article 24*sexies* du même arrêté, inséré par le l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et modifié par les arrêtés du Gouvernement des 12 septembre 2013 et 24 septembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration »;
- 2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « La CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration »;
- 3° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , le cas échéant, en concertation avec l'Administration » sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 24*septies*, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et rétabli par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les mots « La CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 5. Dans l'article 24*octies*, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et rétabli par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 septembre 2015, les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « l'Administration ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

Art. 6. Dans les articles 2, 4^o et 15^o, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 20 décembre 2007 et 3 octobre 2013, 3, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 20 décembre 2007, 3 octobre 2013 et 12 février 2015, 7, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 janvier 2009 et 23 juin 2016, 12, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, 13, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, 15*quater*, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2016, 17, 17/8, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, 18, 19, 20, 21, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014, 22, 23, 24, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014, 28, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014, et 30, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 janvier 2007, 20 décembre 2007 et 3 avril 2014, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 7. L'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le 22° relatif à la définition de « labels de garantie d'origine gaz issu de SER » est abrogé;
- 2° est complété par les 24°, 25° et 26° rédigés comme suit :

« 24° « labels de garantie d'origine gaz issu de SER », en abrégé « LGO gaz SER » : labels de garantie d'origine attribués par l'Administration pour les gaz issus de sources d'énergie renouvelables qui sont produits et injectés en Région wallonne sur le réseau de distribution ou de transport de gaz naturel, en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables;

25° « régime SOLWATT » : mécanisme de soutien accordé aux installations de panneaux solaires photovoltaïques raccordées au réseau et d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW dont la dernière date de visite de conformité, visée à l'article 270, § 1^{er}, du règlement général des installations électriques (RGIE) adopté par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, est comprise entre le 1^{er} janvier 2008 et le 28 février 2014;

26° « régime QUALIWATT » : mécanisme de soutien accordé aux installations de panneaux solaires photovoltaïques raccordées au réseau et dont la dernière date de visite de conformité, visée à l'article 270, § 1^{er}, du règlement général des installations électriques (RGIE) adopté par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique, est comprise entre le 1^{er} mars 2014 et le 30 juin 2018. ».

Art. 8. A l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La demande d'agrément est adressée, par recommandé ou toute procédure électronique, à l'Administration, accompagnée des pièces justificatives y afférentes. Le Ministre accorde ou refuse l'agrément, par recommandé, dans un délai de quarante-cinq jours après réception de la demande ou des compléments requis par l'Administration. »;

- 2° à l'alinéa 2, les mots « ou de la CWaPE » sont abrogés.

Art. 9. A l'article 6*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et modifié les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 juillet 2010 et 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2 les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

- 2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'Administration publie sur son site la procédure applicable aux producteurs d'électricité disposant d'une installation de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW souhaitant se raccorder au réseau, ainsi que les procédures applicables aux installations bénéficiant du régime SOLWATT et du régime QUALIWATT »;

- 3° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 10. A l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration »;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « visées à l'article 6*bis*, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « bénéficiant du régime SOLWATT »;

3° à l'alinéa 3, les mots « dix jours suivant le contrôle » sont remplacés par les mots « trente jours suivant le contrôle, par un envoi simple ou par toute procédure électronique définie par l'Administration ».

Art. 11. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 20 décembre 2007, les mots « et après avis de la CWaPE » sont abrogés.

Art. 12. A l'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 12 février 2015, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « la CWaPE » sont remplacés chaque fois par les mots « l'Administration »;

- 2° l'aliéna 4 est abrogé.

Art. 13. A l'article 11 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « La CWaPE » sont à chaque fois remplacés par les mots « L'Administration »;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « visées à l'article 6bis, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « de production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques d'une puissance nette inférieure ou égale à 10kW ».

Art. 14. A l'article 15 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéas 3, les mots « sur proposition de la CWaPE » sont chaque fois abrogés;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 6, les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration »;

3° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 2, 3°, les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration »;

4° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 4, les mots « au producteur » sont insérés entre les mots « communiquée » et les mots « endéans les 45 jours »;

5° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 4, les mots « par l'Administration à la CWaPE et au producteur ayant introduit un dossier de demande conformément à l'alinéa 2 » sont abrogés;

6° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 8, les mots « , après avis de la CWaPE, » sont abrogés;

7° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 10, les mots « de la CWaPE et » sont abrogés;

8° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 12, 3°, les mots « la CWaPE en concertation avec » sont abrogés;

9° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 15, les mots « En concertation avec l'Administration, la CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration »;

10° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 17, les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « le Ministre »;

11° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 17, les mots « la CWaPE en concertation avec l'Administration, » sont remplacés par les mots « le Ministre »;

12° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 18, les mots « la CWaPE, en concertation avec l'Administration, » sont remplacés par les mots « le Ministre »;

13° au paragraphe 1^{er}ter, alinéa 1^{er}, les mots « , sur proposition de la CWaPE, » sont abrogés;

14° au paragraphe 1^{er}ter, alinéas 2 et 4, les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration »

15° au paragraphe 1^{er}ter, alinéa 3, les mots « La CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration »;

16° au paragraphe 1^{er}quater, alinéa 3, les mots « et après avis de la CWaPE » sont abrogés;

17° au paragraphe 3, alinéa 4, les mots « la CWaPE sur son site internet conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 15. Dans l'article 15bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 16. A l'article 15ter du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 8 janvier 2009, 26 novembre 2015 et 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, 2°, les mots « calculée et publiée par la CWaPE » sont remplacés par les mots « calculée et publiée par l'Administration »;

2° alinéa 2, 3°, les mots « calculés par la CWaPE et publiés sur son site internet » sont remplacés par les mots « calculés et publiés par l'Administration »;

3° les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration »;

4° les mots « La CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 17. A l'article 15quinquies, § 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 3 est abrogé;

2° l'alinéa 5, devenu alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« Le Ministre transmet au Gouvernement l'avis de l'Administration dans les soixante jours ouvrables suivant la réception du dossier complet. Le Gouvernement prend sa décision dans les trente jours ouvrables de la réception de l'avis de l'Administration. ».

Art. 18. A l'article 15sexies, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'Administration statue sur un kECO alternatif permettant d'atteindre la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7. ».

Art. 19. A l'article 15septies, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'Administration statue sur un kECO alternatif permettant d'atteindre la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7. ».

Art. 20. Dans l'article 15octies du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « sollicite l'avis de la CWaPE » sont remplacés par le mot « statue »;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, la phrase « La CWaPE remet son avis dans un délai de 15 jours à dater de la demande. » est abrogée;

3° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « , en concertation avec l'Administration, » sont abrogés;

4° au paragraphe 2, alinéa 4, les mots « et à l'Administration » sont abrogés;

5° les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration »;

6° les mots « La CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 21. A l'article 15^{nonies} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 13, les mots « informe la CWaPE sans délai pour qu'elle suspende » sont remplacés par le mot « suspend »;

2° au paragraphe 3, les mots « et la CWaPE » sont abrogés;

3° au paragraphe 4, les mots « par la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « par l'Administration »;

4° au paragraphe 4, les mots « en concertation avec l'Administration » sont abrogés;

5° au paragraphe 5, les mots " la CWaPE " sont remplacés par les mots " l'Administration ".

Art. 22. A l'article 15^{decies}, § 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2018, les mots « de la CWaPE » sont remplacés par les mots « du Ministre ».

Art. 23. A l'article 17/1, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration »;

2° au paragraphe 2, les mots « sur proposition de la CWaPE » sont abrogés.

Art. 24. Dans l'article 17/2, § 4, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 octobre 2013, les mots « , sur proposition de la CWaPE, » sont abrogés.

Art. 25. A l'article 19^{bis} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « La CWaPE établit, en concertation avec l'Administration, » sont remplacés par les mots « L'Administration établit »;

2° au paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « pour le 1^{er} mars 2014 au plus tard » sont abrogés;

3° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « par la CWaPE, selon une méthodologie établie en concertation avec l'Administration de l'énergie » sont remplacés par les mots « par l'Administration »;

4° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

5° au paragraphe 5 les mots « , et la publiée au plus tard le 1^{er} mars 2014 » sont abrogés;

6° au paragraphe 5, les mots « la CWaPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

7° au paragraphe 5, 4°, les mots « de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie et à la CWaPE » sont remplacés par les mots « de l'Administration ».

Art. 26. A l'article 19^{quater} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « , conformément à la procédure prévue à l'article 6^{bis}, alinéa 4, au moyen du formulaire de demande ad hoc établi par la CWaPE et publié sur son site internet. » sont remplacés par les mots « au moyen du formulaire de demande ad hoc et selon la procédure établie par l'Administration tels que publiés sur son site internet. »;

2° au paragraphe 4, alinéa 2, les mots « par la CWaPE et publiées pour le 1^{er} mars 2014 au plus tard. » sont remplacés par les mots « par l'Administration. ».

Art. 27. A l'article 19^{septies} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, 5°, les mots « la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie et à la CWaPE » sont remplacés par les mots « l'Administration »;

2° au paragraphe 2, le *d*) est abrogé.

Art. 28. A l'article 25 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, alinéa 3, les mots « Sur avis de la CWaPE, » sont remplacés par le mot « Le »;

2° les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration »;

3° les mots « La CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 29. A l'article 27 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er} les mots « annulés mensuellement par la CWaPE » sont remplacés par les mots « annulés mensuellement par l'Administration »;

2° au paragraphe 6, alinéa 1^{er}, le mot « mensuellement » est remplacé par les mots « trimestriellement, auprès de l'Administration ».

Art. 30. A l'article 29, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 30 avril » sont remplacés par les mots « 30 juin »;

2° les mots « la CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « l'Administration ».

CHAPITRE III. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables

Art. 31. Dans les articles 3, 5, 7, 9, 10, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2018, 12, 13, 14, 15, 16, 19 et 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables, les mots « la CWaPE » sont à chaque fois remplacés par les mots « l'Administration ».

Art. 32. Dans les articles 8, 9, 13 et 17, du même arrêté, les mots « La CWaPE » sont chaque fois remplacés par les mots « L'Administration ».

Art. 33. Dans l'article 3, § 2, 2°, du même arrêté, les mots « ou par envoi électronique » sont insérés entre les mots « par courrier simple » et les mots « , les rapports réalisés ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 34. Les formulaires, procédures, lignes directrices et décisions prises par la Commission wallonne pour l'Energie en vertu des articles de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération modifiés par le présent arrêté restent d'application jusqu'à leur modification, remplacement ou annulation par l'Administration.

Art. 35. Entrent en vigueur le 1^{er} mai 2019 :

1^o le décret du 30 janvier 2019 modifiant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

2^o le présent arrêté.

Art. 36. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202507]

4. APRIL 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 37 § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, Artikel 38, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 27. März 2014 und 11. März 2016, Artikel 39, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und abgeändert durch die Dekrete vom 11. April 2014, 11. März 2016 und 17. Juli 2018;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 34;

Aufgrund des Dekrets vom 30. Januar 2019 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 45;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen;

Aufgrund der am 7. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme Nr. CD-19b07-CWape-1841 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" - CWaPE);

Aufgrund des Berichts vom 25. März 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, der am 1. März in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereicht wurde;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der am 15. Februar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt

Artikel 1 - In Artikel 24ter des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 und 24. September 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1^o in § 1 wird die Wortfolge "Vorbehaltlich eines nach Begutachtung durch die CWaPE gefassten Erlasses des Ministers" durch die Wortfolge "Nach der Notifizierung eines Ministeriellen Erlasses, durch den eine Kaufgarantie für die grünen Zertifikate gewährt wurde," ersetzt;

2° in § 3 werden die Absätze 1 bis 3 durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

„Innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang des Antrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang. Sie prüft, ob die Akte vollständig ist. Ist die Akte nicht vollständig, so fordert die Verwaltung den Antragsteller auf, ihr die erforderlichen Dokumente zu übermitteln. Ist die Akte vollständig, so fasst die Verwaltung ihren Beschluss binnen neunzig Werktagen ab dem Eingang sämtlicher erforderlicher Dokumente.“;

3° in § 3 Absatz 4, der nun zu Absatz 2 wird, wird die Wortfolge „In ihrem Gutachten bestimmt die CWaPE“ durch die Wortfolge „Die Verwaltung bestimmt“ ersetzt;

4° in § 3 Absatz 5, der nun zu Absatz 3 wird, wird die Wortfolge „innerhalb von dreißig Tagen nach dem Eingang des Gutachtens der CWaPE“ durch die Wortfolge „innerhalb von hundertzwanzig Tagen nach dem Eingang sämtlicher erforderlicher Dokumente“ ersetzt;

5° in § 3 Absatz 5, der nun zum Absatz 3 wird, wird die Wortfolge „von der CWaPE festgesetzte“ gestrichen.

Art. 2 - In Artikel 24^{quater} Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 3. April 2014 und 24. September 2015, wird das Wort „CWAPE“ jeweils durch das Wort „Verwaltung“ ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 24^{sexies} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 12. September 2013 und 24. September 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort „CWAPE“ wird jeweils durch das Wort „Verwaltung“ ersetzt;

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge „Die CWaPE“ durch die Wortfolge „Die Verwaltung“ ersetzt.

3° in Absatz 1 wird die Wortfolge „gegebenenfalls im Einvernehmen mit der Verwaltung“ gestrichen.

Art. 4 - In Artikel 24^{septies} Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 und wiederhergestellt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, wird das Wort „CWAPE“ durch das Wort „Verwaltung“ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 24^{octies} Absatz 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 und wiederhergestellt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2015, wird das Wort „CWAPE“ durch das Wort „Verwaltung“ ersetzt.

*KAPITEL II - Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006
über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms*

Art. 6 - In den Artikeln 2 Ziffern 4 und 15, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und 3. Oktober 2013, 3, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, 3. Oktober 2013 und 12. Februar 2015, 7, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 und 23. Juni 2016, 12, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, 13, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, 15^{quater}, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2016, 17, 17/8, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, 18, 19, 20, 21, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014, 22, 23, 24, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014, 28, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014, und 30, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 25. Januar 2007, 20. Dezember 2007 und 3. April 2014, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms wird das Wort „CWAPE“ jeweils durch das Wort „Verwaltung“ ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Ziffer 22 bezüglich der Definition der „Gütezeichen zur Herkunftsgarantie Gas aus EEQ“ wird gestrichen;

2° der Artikel wird um die Ziffern 24, 25 und 26 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„24° „Gütezeichen zur Herkunftsgarantie Gas aus EEQ“, kurz „GHG Gas aus EEQ“: Gütezeichen mit Herkunftsgarantie, die von der Verwaltung gewährt werden für Gas aus erneuerbaren Energiequellen, das in der Wallonischen Region erzeugt und in das Verteiler- oder Transportnetz für Erdgas eingespeist wird in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen;

25° „SOLWATT-Regelung“: Mechanismus zur Unterstützung der an das Netz angeschlossenen photovoltaischen Solaranlagen mit einer Leistung von höchstens 10 kW, deren letzte Visitation im Sinne von Artikel 270 § 1 der allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen (A.O.E.A.), die durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981 zur Verbindlicherklärung der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen für hauswirtschaftliche Anlagen und bestimmte Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie angenommen wurde, zwischen dem 1. Januar 2008 und dem 28. Februar 2014 stattfand;

26° „QUALIWATT-Regelung“: Mechanismus zur Unterstützung der an das Netz angeschlossenen photovoltaischen Solaranlagen, deren letzte Visitation im Sinne von Artikel 270 § 1 der allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen (A.O.E.A.), die durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981 zur Verbindlicherklärung der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen für hauswirtschaftliche Anlagen und bestimmte Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie angenommen wurde, zwischen dem 1. März 2014 und dem 30. Juni 2018 stattfand.“.

Art. 8 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt:

„Der Antrag auf Zulassung wird zusammen mit den dazugehörigen Belegen per Einschreiben oder durch jedwedes elektronische Verfahren an die Verwaltung gerichtet. Der Minister gewährt bzw. verweigert die Zulassung per Einschreiben innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen nach Eingang des Antrags oder der von der Verwaltung verlangten zusätzlichen Elemente.“;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge „oder der „CWAPE““ gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 6^{bis} desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 und 20. Februar 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird das Wort „CWAPE“ durch das Wort „Verwaltung“ ersetzt;

2° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“Die Verwaltung veröffentlicht auf ihrer Webseite das Verfahren, das auf die Stromerzeuger anwendbar ist, die über eine photovoltaische Solaranlage mit einer Leistung von höchstens 10 kW verfügen und die sich an das Netz anschließen möchten, sowie die Verfahren, die für die Anlagen gelten, die unter die SOLWATT- und QUALIWATT-Regelung fallen”;

3° Absatz 4 wird aufgehoben.

Art. 10 - In Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort “CWaPE” wird jeweils durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge “der in Artikel 6bis, Absatz 3 genannten Anlagen” durch die Wortfolge “der Anlagen, die unter die SOLWATT-Regelung fallen,” ersetzt;

3° in Absatz 3 wird die Wortfolge “jede Änderung oder jeden Entzug der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie innerhalb der auf die Kontrolle folgenden zehn Tage” durch die Wortfolge “innerhalb der auf die Kontrolle folgenden dreißig Tage per einfaches Schreiben oder durch jegliches von der Verwaltung bestimmte elektronische Verfahren jede Änderung oder jeden Entzug der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie” ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 9 Absatz 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird die Wortfolge “und nach Begutachtung durch die CWaPE” gestrichen.

Art. 12 - In Artikel 10 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort “CWaPE” wird jeweils durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

2° Absatz 4 wird aufgehoben.

Art. 13 - In Artikel 11 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort “CWaPE” wird jeweils durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

2° in Absatz 1 wird die Wortfolge “die Anlagen nach Artikel 6bis, Absatz 3” durch die Wortfolge “die Anlagen zur Stromerzeugung mittels photovoltaischer Solarzellen mit einer Leistung von höchstens 10 kW” ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 15 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 3 wird die Wortfolge “auf Vorschlag der CWaPE” jeweils gestrichen;

2° in § 1 Absatz 6 wird das Wort “CWaPE” durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

3° in § 1bis Absatz 2 Ziffer 3 wird das Wort “CWaPE” durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

4° in § 1bis Absatz 4 wird die Wortfolge “der CWaPE und dem Erzeuger” durch die Wortfolge “dem Erzeuger” ersetzt;

5° in § 1bis Absatz 4 wird die Wortfolge “, der eine Antragsakte gemäß Absatz 2 eingereicht hat,” gestrichen;

6° in § 1bis Absatz 8 wird die Wortfolge “nach Gutachten der CWaPE” gestrichen;

7° in § 1bis Absatz 10 wird die Wortfolge “der CWaPE und” gestrichen;

8° in § 1bis Absatz 12 Ziffer 3 wird die Wortfolge “der CWaPE in Absprache mit” gestrichen;

9° in § 1bis Absatz 15 wird die Wortfolge “In Absprache mit der Verwaltung bewertet die CWaPE” durch die Wortfolge “Die Verwaltung bewertet” ersetzt;

10° in § 1bis Absatz 17 wird die Wortfolge “die CWaPE” durch die Wortfolge “der Minister” ersetzt;

11° in § 1bis Absatz 17 wird die Wortfolge “die CWaPE in Absprache mit der Verwaltung” durch die Wortfolge “der Minister” ersetzt;

12° in § 1bis Absatz 18 wird die Wortfolge “die CWaPE in Absprache mit der Verwaltung” durch die Wortfolge “der Minister” ersetzt;

13° in § 1ter Absatz 1 wird die Wortfolge “auf Vorschlag der CWaPE” gestrichen;

14° in § 1ter Absätze 2 und 4 wird das Wort “CWaPE” jeweils durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

15° in § 1ter Absatz 3 wird die Wortfolge “Die CWaPE” durch die Wortfolge “Die Verwaltung” ersetzt;

16° in § 1quater Absatz 3 wird die Wortfolge “und nach Begutachtung durch die CWaPE” gestrichen;

17° in § 3 Absatz 4 wird die Wortfolge “der CWaPE gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen auf ihren Webseiten” durch die Wortfolge “der Verwaltung” ersetzt.

Art. 15 - In Artikel 15bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird das Wort “CWaPE” durch das Wort “Verwaltung” ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 15ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009, 26. November 2015 und 23. Juni 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 Ziffer 2 wird die Wortfolge “von der CWaPE berechnet und veröffentlicht” durch die Wortfolge “von der Verwaltung berechnet und veröffentlicht” ersetzt;

2° in Absatz 2 Ziffer 3 wird die Wortfolge “durch die CWaPE berechneten und auf ihrer Website veröffentlichten” durch die Wortfolge “durch die Verwaltung berechneten und veröffentlichten” ersetzt;

3° das Wort “CWaPE” wird jeweils durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

4° die Wortfolge “Die CWaPE” wird jeweils durch die Wortfolge “Die Verwaltung” ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 15quinquies § 2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 3 wird aufgehoben;

2° Absatz 5, der nun zu Absatz 4 wird, wird durch Folgendes ersetzt:

“Der Minister leitet die Stellungnahme der Verwaltung innerhalb von sechzig Werktagen nach Eingang der vollständigen Akte an die Regierung weiter. Die Regierung fällt ihre Entscheidung innerhalb von dreißig Werktagen nach Eingang der Stellungnahme der Verwaltung.”.

Art. 18 - In Artikel 15*sexies* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

“Die Verwaltung befindet über einen alternativen kECO-Koeffizienten, der die Erreichung der in Anlage 7 festgelegten relevanten Rentabilität ermöglichen soll.”

Art. 19 - In Artikel 15*septies* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015, wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

“Die Verwaltung befindet über einen alternativen kECO-Koeffizienten, der die Erreichung der in Anlage 7 festgelegten relevanten Rentabilität ermöglichen soll.”

Art. 20 - In Artikel 15*octies* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 3 wird die Wortfolge “ersucht die CWaPE um ein Gutachten” durch das Wort “befindet” ersetzt;

2° in § 1 Absatz 3 wird der Satz “Die CWaPE gibt ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 15 Tagen nach dem Datum des Ersuchens ab.” gestrichen;

3° in § 1 Absatz 3 wird die Wortfolge “in Absprache mit der Verwaltung” gestrichen;

4° in § 2 Absatz 4 wird die Wortfolge “und der Verwaltung” gestrichen;

5° das Wort “CWaPE” wird jeweils durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

6° die Wortfolge “Die CWaPE” wird jeweils durch die Wortfolge “Die Verwaltung” ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 15*nonies* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 13 wird die Wortfolge “unterrichtet die Verwaltung die CWaPE unverzüglich, damit sie die Gewährung von grünen Zertifikaten an den Gewinner aussetzt,” durch die Wortfolge “setzt die Verwaltung die Gewährung von grünen Zertifikaten an den Gewinner aus,” ersetzt;

2° in § 3 wird die Wortfolge “und die CWaPE” gestrichen;

3° in § 4 wird die Wortfolge “von der CWaPE” jeweils durch die Wortfolge “von der Verwaltung” ersetzt;

4° in § 4 wird die Wortfolge “in Absprache mit der Verwaltung” gestrichen;

5° in § 5 wird das Wort “CWaPE” durch das Wort “Verwaltung” ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 15*decies* § 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2018, wird die Wortfolge “der CWaPE” durch die Wortfolge “des Ministers” ersetzt.

Art. 23 - In Artikel 17/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Oktober 2013, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° das Wort “CWaPE” wird jeweils durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

2° in § 2 wird die Wortfolge “auf Vorschlag der CWaPE” gestrichen.

Art. 24 - In Artikel 17/2 § 4 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Oktober 2013, wird die Wortfolge “Auf Vorschlag der CWaPE kann der Minister” durch die Wortfolge “Der Minister kann” ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 19*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 4 Absatz 1 wird die Wortfolge “Im Einvernehmen mit der Verwaltung erarbeitet die CWaPE” durch die Wortfolge “Die Verwaltung erarbeitet” ersetzt;

2° in § 4 Absatz 1 wird die Wortfolge “spätestens zum 1. März 2014” gestrichen;

3° in § 4 Absatz 2 wird die Wortfolge “von der CWaPE aktualisiert werden, unter Anwendung eines im Einvernehmen mit der Energieverwaltung ausgearbeiteten Verfahrens” durch die Wortfolge “von der Verwaltung aktualisiert werden” ersetzt;

4° in § 4 Absatz 2 wird das Wort “CWaPE” durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

5° in § 5 wird die Wortfolge “, und veröffentlicht es spätestens zum 1. März 2014” gestrichen;

6° in § 5 wird das Wort “CWaPE” durch das Wort “Verwaltung” ersetzt;

7° in § 6 Ziffer 4 wird die Wortfolge “der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie” durch die Wortfolge “der Verwaltung” ersetzt.

Art. 26 - In Artikel 19*quater* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Juli 2018, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird die Wortfolge “mittels des geeigneten, von der CWaPE erstellten und auf ihrer Homepage veröffentlichten Antragsformulars an den Betreiber des Verteilernetzes gerichtet, in Übereinstimmung mit dem in Artikel 6*bis*, Absatz 4 vorgesehenen Verfahren.” durch die Wortfolge “mittels des dafür vorgesehenen Antragsformulars und nach dem von der Verwaltung festgelegten Verfahren, so wie sie auf der Webseite Letzterer veröffentlicht wurden, an den Betreiber des Verteilernetzes gerichtet.” ersetzt.

2° in § 4 Absatz 2 wird die Wortfolge “unter die Betreiber von Verteilernetzen aufgeteilt, nach von der CWaPE bestimmten Modalitäten, die spätestens zum 1. März 2014 veröffentlicht werden.” durch die Wortfolge “nach den von der Verwaltung bestimmten Modalitäten unter die Betreiber von Verteilernetzen aufgeteilt.” ersetzt.

Art. 27 - In Artikel 19*septies* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. November 2015, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 Ziffer 5 wird die Wortfolge “die operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie und die CWaPE” durch die Wortfolge “die Verwaltung” und das Wort “können” durch das Wort “kann” ersetzt;

2° in § 2 wird Buchstabe *d*) gestrichen.

Art. 28 - In Artikel 25 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2016, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 4 Absatz 3 wird die Wortfolge “Auf Vorschlag der CWaPE passt der Minister” durch die Wortfolge “Der Minister passt” ersetzt;

2° das Wort "CWaPE" wird jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt;

3° die Wortfolge "Die CWaPE" wird jeweils durch die Wortfolge "Die Verwaltung" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 27 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird die Wortfolge "von der "CWaPE" gelöscht" durch die Wortfolge "von der Verwaltung gelöscht" ersetzt;

2° in § 6 Absatz 1 wird das Wort "monatlich" durch die Wortfolge "quartalsweise bei der Verwaltung" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 29 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "30. April" wird durch die Wortfolge "30. Juni" ersetzt;

2° das Wort "CWaPE" wird jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

KAPITEL III — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen

Art. 31 - In den Artikeln 3, 5, 7, 9, 10, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2018, 12, 13, 14, 15, 16, 19 und 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen wird das Wort "CWaPE" jeweils durch das Wort "Verwaltung" ersetzt.

Art. 32 - In den Artikeln 8, 9, 13 und 17 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Die CWaPE" jeweils durch die Wortfolge "Die Verwaltung" ersetzt.

Art. 33 - In Artikel 3 § 2 Ziffer 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "oder durch elektronische Sendung" zwischen "per einfache Post" und "zu übermitteln" eingefügt.

KAPITEL IV — Schlussbestimmungen

Art. 34 - Die von der Wallonischen Kommission für Energie aufgrund der durch vorliegenden Erlass abgeänderten Artikel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms erlassenen Formulare, Verfahren, Leitlinien und Beschlüsse bleiben bis zu deren Änderung, Ersetzung oder Aufhebung durch die Verwaltung anwendbar.

Art. 35 - Es treten am 1. Mai 2019 in Kraft:

1° das Dekret vom 30. Januar 2019 zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

2° vorliegender Erlass.

Art. 36 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202507]

4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001, betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 37, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, artikel 38, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2014 en 11 maart 2016, artikel 39, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en gewijzigd bij de decreten van 27 maart 2014, 11 april 2014, 11 maart 2016 en 17 juli 2018;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 34;

Gelet op het decreet van 31 januari 2019 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 45;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen;

Gelet op het advies nr. CD-19b07-CWaPE-1841 van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse energiecommissie), gegeven op 7 februari 2019;

Gelet op het rapport van 25 maart 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 15 februari 2019;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt*

Artikel 1. In artikel 24^{ter} van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering 20 december 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 april 2014 en 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "Mits een besluit van de Minister genomen na advies van de CWaPE" vervangen door de woorden "Na betekening van een ministerieel besluit tot toekenning van een aankoopgarantie voor groene certificaten";

2° in paragraaf 3 worden de leden 1 tot 3 vervangen door een lid, luidend als volgt:

"Binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag bericht de Administratie er ontvangst van. Ze gaat na of het dossier volledig is. Als het dossier onvolledig is, verzoekt de Administratie er de aanvrager om de vereiste documenten over te maken. Als het dossier volledig is, beslist de Administratie binnen negentig werkdagen na ontvangst van het geheel van de vereiste documenten.";

3° in paragraaf 3, lid 4, dat lid 2 geworden is, worden de woorden "In haar advies bepaalt de CWaPE de duur" vervangen door de woorden "De Administratie bepaalt de duur";

4° in paragraaf 3, lid 5, dat lid 3 geworden is, worden de woorden "Binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de CWaPE" vervangen door de woorden "Binnen honderdtwintig dagen na ontvangst van het geheel van de vereiste documenten";

5° in paragraaf 3, lid 5, dat lid 3 geworden is, worden de woorden "die door de CWaPE vastgesteld is" opgeheven.

Art 2. In artikel 24^{quater}, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en gewijzigd bij de besluiten van 3 april 2014 en 24 september 2015, worden de woorden "de CWaPE" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 3. In artikel 24^{sexies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 12 september 2013 en 24 september 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie";

22° in het eerste lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "De Administratie";

3° in het eerste lid worden de woorden "In voorkomend geval gaat de CWaPE in overleg met de administratie na" opgeheven en vervangen door de woorden "De Administratie gaat na".

Art. 4. In artikel 24^{septies}, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en hersteld bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de woorden "De CWaPE" vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 5. In artikel 24^{octies}, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en hersteld bij het besluit van de Waalse Regering van 24 september 2015, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling*

Art. 6. In de artikelen 2, 4° en 15°, gewijzigd bij de besluiten van 20 december 2007 en 3 oktober 2013, 3, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 december 2007, 3 oktober 2013 en 12 februari 2015, 7, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 januari 2009 en 23 juni 2016, 12, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, 13, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, 15^{quater}, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2016, 17, 17/8, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, 18, 19, 20, 21, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014, 22, 23, 24, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014, 28, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014, en 30, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 januari 2007, 20 december 2007 en 3 april 2014, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, worden de woorden "de CWaPE" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 7. In artikel 2 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 22° betreffende de begripsomschrijving van "labels van garantie van oorsprong voor gasen hernieuwbare energiebronnen" wordt opgeheven;

2° het wordt aangevuld met de punten 24°, 25° en 26°, luidend als volgt:

"24° " labels van garantie van oorsprong voor gasen hernieuwbare energiebronnen, afgekort "LGO-labels gas uit HEB": labels van garantie van oorsprong die door de Administratie toegekend worden voor de gasen uit hernieuwbare energiebronnen die in het Waalse Gewest geproduceerd en geïnjecteerd worden op het net voor de distributie of het vervoer van aardgas, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gasen uit hernieuwbare bronnen;

25° "SOLWATT-regeling": ondersteuningsmechanisme toegekend aan de op het net aangesloten installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen kleiner dan of gelijk aan 10 kW waarvan de recentste datum van het conformiteitsbezoek bedoeld in artikel 270, § 1, van het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard, tussen 1 januari 2008 en 28 februari 2014 ligt;

26° "QUALIWATT-regeling": ondersteuningsmechanisme toegekend aan de op het net aangesloten installaties van fotovoltaïsche zonnepanelen waarvan de recentste datum van het conformiteitsbezoek bedoeld in artikel 270, § 1, van het algemeen reglement op de elektrische installaties, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard, tussen 1 maart 2014 en 30 juni 2018 ligt."

Art. 8. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"De erkenningsaanvraag wordt samen met de desbetreffende bewijsstukken bij aangetekend schrijven of via iedere elektronische procedure aan de Minister gericht. Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag of van de door de Administratie vereiste aanvullende gegevens wordt de erkenning bij aangetekend schrijven door de Minister toegekend of geweigerd."

2° in het tweede lid, worden de woorden "of van de CWaPE" opgeheven.

Art. 9. In artikel 6*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 juli 2010 en 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

2° het derde lid wordt vervangen als volgt:

"De Administratie maakt de procedure die toepasselijk is op de elektriciteitsproducenten die beschikken over een installatie van fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen van 10 kW of minder en die zich op het net wensen aan te sluiten, alsook de procedures die toepasselijk zijn op de installaties die in aanmerking te komen voor de SOLWATT-regeling en voor de QUALIWATT-regeling", op haar site bekend."

3° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie";

2° in het eerste lid worden de woorden "bedoeld in artikel 6*bis*, derde lid," vervangen door de woorden "die in aanmerking komen voor de SOLWATT-regeling";

3° in het derde lid worden de woorden "binnen tien dagen na de controle" vervangen door de woorden "binnen dertig dagen na de controle bij gewone zending of via iedere door de Administratie vastgestelde elektronische procedure".

Art. 11. In artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de woorden "na advies van de CWaPE" opgeheven.

Art. 12. In artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie";

2° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 11 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "De CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie";

2° in het eerste lid worden de woorden "bedoeld in artikel 6*bis*, derde lid" vervangen door de woorden "voor elektriciteitsopwekking d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen van 10 kW of minder".

Art. 14. In artikel 15 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "op voorstel van de CWaPE" telkens opgeheven;

2° in paragraaf 1, zesde lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie";

3° in paragraaf 1*bis*, tweede lid, 3°, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie";

4° in paragraaf 1*bis*, vierde lid, worden de woorden "aan de producent meegedeeld" ingevoegd na de woorden "binnen 45 dagen na ontvangst van de aanvraag";

5° in paragraaf 1*bis*, vierde lid, worden de woorden "door de Administratie aan de " CWaPE" meegedeeld en aan de producent die een aanvraagdossier heeft ingediend overeenkomstig het tweede lid" opgeheven;

6° in paragraaf 1*bis*, achtste lid, worden de woorden "na advies van de " CWaPE "" opgeheven;

7° in paragraaf 1*bis*, tiende lid, worden de woorden "van de " CWaPE " en" opgeheven;

8° in paragraaf 1*bis*, twaalfde lid, 3°, worden de woorden "de " CWaPE " in samenspraak met de" opgeheven;

9° in paragraaf 1*bis*, vijftiende lid, worden de woorden "In samenspraak met de Administratie evalueert de "CWaPE"" vervangen "De Administratie evalueert";

10° in paragraaf 1*bis*, zeventiende lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Minister";

11° in paragraaf 1*bis*, zeventiende lid, worden de woorden "de "CWaPE", in samenspraak met de Administratie, " vervangen door de woorden "de Minister";

11° in paragraaf 1*bis*, achttiende lid, worden de woorden "de "CWaPE", in samenspraak met de Administratie, " vervangen door de woorden "de Minister";

13° in paragraaf 1*ter*, eerste lid, worden de woorden "op voordracht van de CWaPE" opgeheven;

14° in paragraaf 1*ter*, tweede en vierde lid, worden de woorden "de CWaPE" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

15° in paragraaf 1*ter*, derde lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie";

16° in paragraaf 1*quater*, derde lid, worden de woorden "na advies van de CWaPE" opgeheven;

17° in paragraaf 3, vierde lid, worden de woorden "door de CWaPE op haar website bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen" vervangen door de woorden "door de Administratie bekendgemaakt".

Art. 15. In artikel 15*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 16. In artikel 15*ter* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 8 januari 2009, 26 november 2015 en 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, 2°, worden de woorden "berekend en bekendgemaakt door de CWaPE" vervangen door de woorden "berekend en bekendgemaakt door de Administratie";

2° in het tweede lid, 3°, worden de woorden "door de CWaPE worden berekend en op haar website worden gepubliceerd" vervangen door de woorden "door de Administratie berekend en bekendgemaakt";

3° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie";

4° de woorden "De CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 17. In artikel 15*quinquies*, § 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het derde lid wordt opgeheven;

2° het vijfde lid, dat het vierde lid geworden is, wordt vervangen als volgt:

"De Minister maakt de Regering het advies van de Administratie binnen zestig werkdagen na ontvangst van het volledige dossier. De Regering neemt haar beslissing binnen dertig dagen na ontvangst van het advies van de Administratie."

Art. 18. In artikel 15*sexies*, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, wordt het derde lid vervangen als volgt:

"De Administratie beslist over een alternatieve kECO waarmee de in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteit bereikt kan worden."

Art. 19. In artikel 15*septies*, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, wordt het derde lid vervangen als volgt:

"De Administratie beslist over een alternatieve kECO waarmee de in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteit bereikt kan worden."

Art. 20. In artikel 15*octies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "vraagt de CWaPE om advies i.v.m." vervangen door de woorden "beslist over";

2° in paragraaf 1, derde lid, wordt de zin "De CWaPE brengt haar advies uit binnen een termijn van 15 dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag" opgeheven;

3° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "in samenspraak met de Administratie" opgeheven;

4° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden "en de Administratie" opgeheven;

5° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie";

6° de woorden "De CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 21. In artikel 15*nonies* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, dertiende lid, worden de woorden "stelt het Bestuur de CWaPE zo spoedig mogelijk in kennis daarvan opdat ze de toekenning van groene certificaten schorst totdat dit bedrag wordt bereikt" vervangen door de woorden "schorst de Administratie de toekenning van groene certificaten totdat dit bedrag wordt bereikt";

2° in paragraaf 3, worden de woorden "en de CWaPE" opgeheven;

3° in paragraaf 4, worden de woorden "door de CWaPE" telkens vervangen door de woorden "door de Administratie";

4° in paragraaf 4 worden de woorden "in overleg met het Bestuur" opgeheven;

5° in paragraaf 5, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 22. In artikel 15*decies*, § 2, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2018, worden de woorden "van de CWaPE" vervangen door de woorden "van de Minister".

Art. 23. In artikel 17/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "op voorstel van de "CWAPE"" opgeheven.

Art. 24. In artikel 17/2, § 4, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 oktober 2013, worden de woorden "Op voorstel van de "CWAPE"" opgeheven.

Art. 25. In artikel 19*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "De CWaPE legt in overleg met de administratie" vervangen door de woorden "De Administratie legt";

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "tegen uiterlijk 1 maart 2014" opgeheven;

3° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "door de CWaPE worden geactualiseerd volgens een methodologie vastgelegd in overleg met de administratie bevoegd voor energiebeleid" vervangen door de woorden "door de Administratie geactualiseerd";

4° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie";

5° in paragraaf 5 worden de woorden "en maakt ze uiterlijk op 1 maart 2014 bekend" opgeheven;

6° in paragraaf 5, worden de woorden "de CWaPE" vervangen door de woorden "de Administratie".

7° in paragraaf 5, 4°, worden de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 26. In artikel 19^{quater} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "overeenkomstig de procedure voorzien in artikel 6bis, lid 4, middels het ad hoc-aanvraagformulier opgesteld door de CWaPE en bekendgemaakt op zijn website" vervangen door de woorden "middels het ad hoc-aanvraagformulier en volgens de door de Administratie bepaalde procedure, zoals bekendgemaakt op haar website.";

2° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "door de CWaPE en bekendgemaakt tegen uiterlijk 1 maart 2014" vervangen door de woorden "door de Administratie".

Art. 27. In artikel 19^{septies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 november 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 5°, worden de woorden "het operationeel Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie en aan de "CWAPE"" vervangen door de woorden "de Administratie";

2° in paragraaf 2 wordt d) opgeheven.

Art. 28. In artikel 25 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

2° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden "Op advies van de "CWAPE" past de Minister" vervangen door de woorden "De Minister past";

2° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie";

3° de woorden "De CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 29. In artikel 27 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden "door de "CWAPE" geannuleerd" vervangen door de woorden "door de Administratie geannuleerd".

2° in paragraaf 6, eerste lid, wordt het woord "maandelijks" vervangen door de woorden "driemaandelijks bij de Administratie".

Art. 30. In artikel 29, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "30 april" worden vervangen door de woorden "30 juni";

2° de woorden "de CWaPE" worden telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen*

Art. 31. In de artikelen 3, 5, 7, 9, 10, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2018, 12, 13, 14, 15, 16, 19 en 20 van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen worden de woorden "de CWaPE" telkens vervangen door de woorden "de Administratie".

Art. 32. In de artikelen 8, 9, 13 en 17 van hetzelfde besluit worden de woorden "De CWaPE" telkens vervangen door de woorden "De Administratie".

Art. 33. In artikel 3, § 2, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden "of bij elektronische zending" ingevoegd tussen de woorden "bij gewone post" en de woorden "aan de "CWAPE"".

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 34. De formulieren, procedures, richtlijnen en beslissingen genomen door de "Commission wallonne pour l'Energie" krachtens de artikelen van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, gewijzigd bij dit besluit, blijven van toepassing tot hun wijziging, vervanging of nietigverklaring door de Administratie.

Art. 35. Treden in werking op 1 mei 2019:

1° het decreet van 30 januari 2019 tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

2° dit besluit.

Art. 36. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE